

TROISIÈME RÉUNION DES MINISTRES DE LA
JUSTICE DES AMÉRIQUES
1er- 3 mars 2000
San José, Costa Rica

OEA/Ser.K/XXXIV.3
REMJA-III/doc.9/00
10 février 2000
Original: espagnol

RAPPORT FINAL DE LA DEUXIÈME RÉUNION
D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX SUR LE DÉLIT CYBERNÉTIQUE

NOTE EXPLICATIVE

Conformément aux recommandations émanées de la Deuxième Réunion des ministres de la justice des Amériques tenue à Lima (Pérou) en mars 1999, l'Assemblée générale a adopté la résolution AG/RES. 1615 (XXIX-O/99), par laquelle elle a décidé tenir des réunions d'experts gouvernementaux sur le délit cybernétique.

Pour donner suite à ce mandat, le Conseil a tenu, par l'intermédiaire de son Groupe spécial de la justice, deux réunions d'experts gouvernementaux sur le délit cybernétique les 12 mai et 14 et 15 octobre 1999.

La Deuxième Réunion d'experts gouvernementaux a adopté plusieurs recommandations en vue de leur examen par la Troisième Réunion des ministres de la justice des Amériques.

Le 20 octobre 1999 le Conseil permanent de l'OEA a pris note des informations fournies par la Présidente du Groupe spécial de la justice, l'Ambassadrice Beatriz M. Ramacciotti, Représentante permanente du Pérou, et a décidé de soumettre à la Troisième Réunion des ministres de la justice des Amériques les recommandations relatives au délit cybernétique, approuvées à la Deuxième Réunion d'experts gouvernementaux.

10 février 2000

CONSEIL PERMANENT DE
L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Groupe spécial chargé d'appliquer les
recommandations des Réunions des Ministres de
la justice des Amériques

OEA/Ser.G
GE/REMJA/doc.51/99
28 octobre 1999
Original: espagnol

RAPPORT FINAL
DE LA DEUXIÈME RÉUNION D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
SUR LE DÉLIT CYBERNÉTIQUE

RAPPORT FINAL
DE LA DEUXIÈME RÉUNION D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
SUR LE DÉLIT CYBERNÉTIQUE

I. INTRODUCTION

En mars 1999, les Ministres de la justice des Amériques ont recommandé la création d'un Groupe d'experts intergouvernementaux sur le délit cybernétique ayant pour mandat (1) d'établir le diagnostic des activités délictueuses liées aux ordinateurs et à l'information dans les États membres; (2) d'établir un diagnostic des lois, politiques et pratiques nationales relatives à ces activités; (3) d'identifier les organismes nationaux et internationaux dotés de la spécialisation pertinente; (4) d'identifier les mécanismes de coopération du Système interaméricain pour combattre le délit cybernétique.

II. ANTÉCÉDENTS

À cette fin, la Première réunion d'experts gouvernementaux sur le délit cybernétique a été convoquée en mai 1999 dans le but de réaliser les buts fixés par les ministres de la justice. Pour faciliter l'exécution de ses mandats, la Première Réunion du Groupe d'experts a élaboré un questionnaire qui sollicite de tous les États membres des informations au sujet de leurs expériences en ce qui concerne différents types de délit cybernétique, les lois essentielles, les principes en matière de juridiction et d'extradition qui les régissent, les lois régissant la préservation et la collecte de preuves dans ces cas et, enfin, l'existence de programmes de formation spécialisée ou d'organismes chargés d'appliquer la loi et/ou d'experts dans la lutte contre le délit cybernétique.

Par la suite, le Groupe spécial de la justice a décidé de tenir la Deuxième Réunion d'experts gouvernementaux sur le délit cybernétique les 14 et 15 octobre 1999¹. Cette réunion a été convoquée pour analyser les réponses des gouvernements des États membres au questionnaire élaboré en la matière, examiner les mécanismes de coopération qui existent dans le Système interaméricain sur le délit cybernétique et écouter les exposés faits par les experts : M. Rodolfo Ojales, Avocat du Ministère de la justice des États-Unis; M. Joe DiAngelo, de *CitiGroup*; M. John Ryan, de *America Online*; M. Don Cavendar, de *Computer Analysis and Response Team*; Mme Katherine Fithen, de *Computer Emergency Response Team*, Université Carnegie-Mellon; M. Steve Branigan, de *Bell Labs* et M. Raül Sanguinetti, Chef d'Unité du Département des systèmes de gestion de l'information. La synthèse de ces exposés figure en annexe au présent rapport.

Sur la base des réponses présentées par les gouvernements des États membres au questionnaire établi par la Première Réunion d'experts gouvernementaux sur le délit cybernétique

¹ Le document contenant la liste des participants à la Réunion d'experts est publié sous la cote GE/REMJA/doc. /99.

(GE/REMJA/doc.15/99)2/, la réunion a disposé d'un document rédigé par le Sous-secrétariat aux questions juridiques du Secrétariat général (GE/REMJA/doc.47/99) qui compile et compare les réponses au questionnaire. Ce document est annexé au présent rapport.

Il convient de souligner que le diagnostic demandé est fondé sur les réponses au questionnaire présentées par onze États membres jusqu'au 14 octobre 1999, ainsi que sur les délibérations de la Réunion d'experts qui ont eu lieu durant leurs séances de travail. Cependant, la réunion d'experts a estimé que les réponses reflétaient la situation générale des Amériques, même si elles étaient peu nombreuses. En outre, le présent rapport comporte des recommandations destinées à renforcer la capacité des États membres à affronter les principales préoccupations en matière de sécurité publique et les défis créés par les nouvelles technologies et à poursuivre la mise en place de mécanismes interaméricains pour étudier et combattre le délit cybernétique.

III. DIAGNOSTIC

Aux fins de ce diagnostic, la Réunion d'experts entend par "délict cybernétique" une activité délictueuse dont l'objet matériel ou l'instrument d'exécution fait appel à des systèmes de technologie de l'information (notamment les systèmes de télécommunications et d'informatique).

Sept (7) des États membres qui ont répondu au questionnaire n'ont pas dit avoir subi un préjudice grave par suite d'un délict cybernétique. Le délict cybernétique est encore perçu comme quelque chose de rare qui souvent n'est pas puni spécifiquement par la loi. Cependant, dans quelques États membres, on sanctionne des comportements dictés par l'utilisation de technologies de l'information, lorsque ceux-ci constituent en soi des délits, par exemple la fraude, le non-paiement d'impôts, la diffamation ou la distribution du matériel pornographique prenant pour acteurs des enfants.

Vu ce qui précède, il est manifestement nécessaire de mettre en place, d'adapter et d'harmoniser les lois, procédures et institutions nécessaires pour combattre dans les États membres l'abus croissant et l'utilisation frauduleuse des ordinateurs.

S'agissant de la législation concernant la collecte de preuves, il est indispensable de disposer du droit de dépister, de faire la collecte, d'assurer la préservation et la divulgation des informations sur le trafic des communications électroniques et des données informatiques pour mener des enquêtes sur les délits commis au moyen des ordinateurs. Vu la nouveauté du délict cybernétique et la difficulté de le détecter, il est probable que quelques États membres n'ont pas encore fait face aux problèmes particuliers liés à la collecte de preuves sur ce type de délict. A ce sujet, neuf (9) États ont fait savoir que leurs lois permettent de saisir des biens tangibles conformément aux procédures, et d'obliger les fournisseurs d'accès à l'Internet et aux sociétés de télécommunications à présenter des informations

2 À ce jour, des réponses ont été envoyées par le Mexique (GE/REMJA/doc.15/99 add. 1); les États-Unis (GE/REMJA/doc.15/99 add. 2); l'Équateur (GE/REMJA/doc.15/99 add. 3); le Brésil (GE/REMJA/doc.15/99 add. 4); El Salvador (GE/REMJA/doc.15/99 add. 5); le Costa Rica (GE/REMJA/doc.15/99 add. 6); le Pérou (GE/REMJA/doc.15/99 add. 7); l'Argentine (GE/REMJA/doc.15/99 add. 8); la Trinité et Tobago (GE/REMJA/doc.15/99 add. 9); le Panama (GE/REMJA/doc.15/99 add. 10) et le Venezuela (GE/REMJA/doc.15/99 add. 11).

relatives aux abonnés et à la facturation. Toutefois, il semble que dans certains cas il ne serait pas permis aux enquêteurs de prendre d'autres mesures pertinentes pour mener une enquête sur le délit cybernétique, par exemple l'obtention d'information sur la source et la destination des communications en même temps que la transmission de ces communications, ce qui peut être nécessaire pour suivre la trace d'une *intrusion* informatique.

Il se peut que la plus grosse difficulté à laquelle sont confrontés les États membres soit de ne pas avoir des organismes disposant de l'expertise nécessaire pour mener les investigations, et poursuivre en justice les auteurs des délits cybernétiques. De même, ils ne disposent pas de la formation nécessaire. Cependant, les délits cybernétiques font souvent l'objet d'enquêtes par d'autres unités (par exemple celles s'occupant du crime organisé, du trafic des stupéfiants) qui ne sont pas spécialisées dans le délit cybernétique. À cause du manque d'organismes adéquats, ce qui pourrait porter atteinte à l'investigation nationale et internationale en matière de délit cybernétique, une des priorités dans ce domaine devrait être la mise en place de mécanismes de formation appropriés.

Très peu d'États membres (les États-Unis parmi ceux qui ont répondu à l'enquête) ont affronté des problèmes liés au caractère transnational du délit cybernétique, ou ont introduit ou reçu des demandes d'aide internationale en la matière. Mais, en dépit de l'absence de demandes reçues à ce jour, il n'est pas inhabituel de dépister un délit cybernétique à travers des réseaux d'ordinateurs situés dans une multitude de pays n'ayant pas de rapport avec l'auteur du délit ou la victime. Ainsi, la capacité de demander et de fournir une aide internationale revêt une importance critique et doit faire l'objet d'un examen plus approfondi par les États.

Il ne s'avère pas évident cependant, selon les résultats du sondage, que les questions liées à la juridiction, à l'extradition et à la coopération internationale soient adéquatement régies par des lois spécifiques ou générales des États membres ainsi que par les accords multilatéraux ou bilatéraux existants.

Finalement, en dépit de l'absence apparente de préjudice causé à la région par les délits cybernétiques, les exposés faits devant le Groupe par des représentants d'autres institutions internationales, de gouvernements, d'entités du secteur privé et d'organisations consacrées à la sécurité informatique, indiquent que le problème des délits cybernétiques prendra certainement plus d'ampleur. Par conséquent, il est important de veiller à ce que les États membres soient prêts à mener des enquêtes et à entamer des poursuites contre les délits lorsqu'ils sont perpétrés sur leur territoire.

IV. IDENTIFICATION DES ENTITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES DOTÉES DE L'EXPERTISE PERTINENTE

Les réponses à la première question dans le document ci-joint (GT/REMJA/doc.47/99) identifient les entités nationales dotées de l'expertise pertinente. De surcroît, le Groupe d'experts a relevé les institutions internationales suivantes dotées d'expertise en matière de délits cybernétiques: le Conseil de l'Europe, le Groupe des Huit, l'Union européenne, l'Organisation pour la coopération économique et le développement, les Nations Unies (y compris l'UNAFEI) et l'Interpol. Finalement, plusieurs entités universitaires et du secteur privé détiennent une expertise d'importance critique, notamment les sociétés de télécommunications et les "équipes d'intervention" connexes comme

l'Equipe d'intervention d'urgence en informatique de l'Université *Carnegie-Mellon* des Etats-Unis.

V. IDENTIFICATION DE MÉCANISMES DE COOPÉRATION AU SEIN DU SYSTÈME INTERAMÉRICAIN

Un certain nombre d'accords existants peuvent être utilisés pour faciliter la coopération dans la lutte contre le délit cybernétique, notamment les traités bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire en vigueur, l'Interpol, les commissions rogatoires et les mécanismes informels de coopération. En outre, quelques pays des Amériques ont adhéré, ou sont sur le point d'adhérer, au Groupe de liaison en service 24 heures par jour et 7 jours par semaine.

VI. RECOMMANDATIONS

Dans le cadre des dispositions de la résolution AG/RES.1615/99 (XXIX-O/99) et reconnaissant la menace globale que posent les délits cybernétiques et le besoin d'une intervention rapide et adéquate par des fonctionnaires nationaux bien entraînés, la Réunion d'experts formule les recommandations suivantes qui seront soumises, par l'intermédiaire du Conseil permanent, à la Troisième Réunion des Ministres de la justice des Amériques:

1. Prier instamment les États membres de créer une ou plusieurs entités publiques dotées de l'autorité et d'une fonction spécifiques pour mener les enquêtes sur les délits cybernétiques et les poursuites judiciaires qui s'imposent.
2. Que les États qui ne disposent pas encore de lois sur les délits cybernétiques prennent les mesures requises dans ce sens.
3. Demander au États membres de déployer tous les efforts nécessaires pour harmoniser leurs lois en matière de délit cybernétique, afin de faciliter la coopération internationale pour la prévention de ces activités illégales et la lutte contre elles.
4. Que les États membres déterminent leurs besoins de formation en matière de délit cybernétique en facilitant les mécanismes de coopération bilatérale, régionale et multilatérale dans ce domaine.
5. Encourager la formulation de directives générales pour orienter les efforts législatifs en matière de délit cybernétique.
6. Envisager des mesures, notamment la création d'un Fonds spécifique volontaire, pour appuyer le développement de la coopération dans le Continent en la matière.
7. Encourager entre les États membres l'échange d'informations en matière de délit cybernétique.
8. Appuyer la diffusion d'informations sur les activités menées à ce sujet dans le cadre de

l'OEA y compris le site sur le Web consacré à cette question.

9. Que les États membres envisagent la possibilité d'adhérer à des mécanismes de coopération ou d'échange d'informations déjà existants, par exemple le 'Groupe de contact de 24 heures par jour/7 jours par semaine' afin de communiquer ou de recevoir des informations.
10. Que les États membres prennent des mesures pour sensibiliser le public, notamment les usagers du système éducatif, du système judiciaire et d'administration de la justice, sur la nécessité de prévenir et de combattre le délit cybernétique.

VII. CONCLUSIONS

En conclusion, la Réunion d'experts gouvernementaux sur le délit cybernétique tenue dans le cadre du Groupe spécial de la justice du Conseil permanent, se permet de transmettre à cet organe le présent rapport qui résume les activités réalisées durant la réunion d'experts et énonce des recommandations pour qu'elles soient soumises à la considération de la Troisième réunion des Ministres de la justice des Amériques.